

## "Londres depuis hier, officiellement membre du Marché commun" dans Corriere della Sera (2 janvier 1973)

**Légende:** Le 2 janvier 1973, le quotidien italien Corriere della Sera commente l'adhésion britannique aux Communautés européennes et analyse la politique extérieure de la Grande-Bretagne.

**Source:** Corriere della Sera. dir. de publ. Ottone, Piero. 02.01.1973, n° 1; anno 98. Milano: Corriere della Sera. "Londra da ieri, ufficialmente nel MEC", auteur: Bartoli, Edgardo, p. 15.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/londres\\_depuis\\_hier\\_officiellement\\_membre\\_du\\_marche\\_commun\\_dans\\_corriere\\_della\\_sera\\_2\\_janvier\\_1973-fr-e0b7a51d-98ef-4acc-99dc-b1a97687b5bo.html](http://www.cvce.eu/obj/londres_depuis_hier_officiellement_membre_du_marche_commun_dans_corriere_della_sera_2_janvier_1973-fr-e0b7a51d-98ef-4acc-99dc-b1a97687b5bo.html)



**Date de dernière mise à jour:** 06/12/2016

## À présent, l'Europe parle également anglais

### Londres officiellement dans le Marché commun depuis hier

De notre correspondant

Londres, 1<sup>er</sup> janvier

Les lumières des fêtes ne sont pas encore éteintes que déjà s'allument celles, encore plus fastueuses et inoubliables, qui célèbrent l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne. La «fanfare pour l'Europe», programme de manifestations culturelles préparé pour immortaliser l'événement, est empreint d'une grande solennité, de ce type de solennité sans ostentation propre à l'Angleterre. Il y a quelque chose de solennel et de naïf; en d'autres termes de sérieux, sérieux comme s'est montré le pays, partisans et adversaires de l'Europe réunis dans leur refus de faire de la date du premier janvier 1973 un événement purement diplomatique, qu'il s'agisse de la consécration d'un choix habile et approprié ou, selon le point de vue opposé, d'une décision contraire aux intérêts nationaux. Dans un cas comme dans l'autre, il doit laisser la vie britannique suivre son cours comme avant.

En bien ou en mal, l'Angleterre croit en l'Europe. Le milieu économique y croit, qui a déjà commencé avec entrain à pénétrer sur le continent et qui, depuis quelques années, s'emploie avec clairvoyance à faire de la City la capitale financière de l'Europe. Le gouvernement conservateur y croit, comme y croyait en son temps le gouvernement travailliste, et voit dans le grand saut de l'autre côté de la Manche la solution pour sortir des problèmes économiques qui ont étouffé la vie des Anglais pendant vingt ans, en l'enfermant dans le dilemme développement sans bien-être ou bien-être sans développement. Les syndicats et la gauche travailliste y croient à leur manière, voyant dans l'association avec le continent le moyen de renoncer définitivement à faire de l'Angleterre une Arcadie égalitaire, dernier bastion de la justice sociale contre les mythes du progrès économique et de la logique d'entreprise. La droite conservatrice y croit, et, à travers elle, l'opinion impolitique et patriotique qui s'exprime dans le courrier adressé à la presse, qui disait, ces derniers jours, que ce serait le dernier Noël de la Grande-Bretagne en tant que nation indépendante. En réalité, a répondu le *Guardian*, ce sera le dernier Noël de la Grande-Bretagne en tant que pays sans aucun poids dans les grandes décisions politiques de notre époque, comme celle prise par l'Amérique de mobiliser toutes les ressources de la technologie militaire moderne pour mettre à genoux un petit pays entêté.

En effet, il ne faut pas surévaluer le calcul économique fait par la Grande-Bretagne à l'égard de l'Europe par rapport à la vision politique qu'elle veut réaliser grâce à la Communauté européenne. Au 1<sup>er</sup> janvier 1973 s'achève précisément pour la Grande-Bretagne une décennie née sous la pression de problèmes économiques de plus en plus étouffants et qui s'est achevée dans le fracas des bombes qui ont anéanti, il y a encore quelques jours, le Nord-Vietnam. En 1961, quand le Premier ministre conservateur Macmillan formula la première demande d'adhésion à la Communauté européenne, le pays était encore accablé par les dettes de la guerre: tandis que dans le reste de l'Europe, le souvenir du conflit était déjà loin, et que d'Italie, accompagnant l'éclat du miracle économique, se répandait l'appel séducteur de la *dolce vita*, en Grande-Bretagne, le rationnement des vivres datait de la veille.

De Gaulle avait techniquement raison de refuser l'entrée en Europe d'un pays qui continuait de s'endetter pour concéder des prêts aux pays du Commonwealth, dont il était du reste à son tour débiteur. Mais si derrière les arguments formalistes du général se cachait sa conception purement passionnelle d'une certaine Europe, pour la Grande-Bretagne, la longue attente à la porte de la Communauté signifiait l'aggravation d'une condition paradoxale, une épreuve de patience et de foi, qu'aucun autre pays européen n'avait dû surmonter. Cette situation explose en 1968, après la dévaluation de la livre sterling, lorsque même les pays pour la défaite desquels la Grande-Bretagne s'était endettée – l'Italie, le Japon et l'Allemagne – se portèrent garants de ses dettes envers les créditeurs intransigeants du Commonwealth. Il ne faut pas s'étonner outre mesure si la majorité du pays, favorable à l'Europe il y a onze ans, a progressivement affiché une position de refus et de dépit.

Au cours de cette décennie d'attente et de frustration, c'est non seulement le processus de liquidation de

l'Empire qui a pris fin – douloureuse rupture avec son passé –, mais aussi les liens avec la communauté mondiale de langue anglaise qui se sont consumés quasiment au point de ne plus être que purement symboliques; sans parler de la sécession de la Rhodésie, du conflit indo-pakistanaï et de tous les autres événements survenus dans le Commonwealth, devant lesquels la mère patrie anglaise a été contrainte de rester en position de spectateur. Subsiste comme charnière du monde anglophone la relation entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, cette «relation spéciale» qui représente un des piliers de l'atlantisme, même si elle a toujours été marquée par des dissensions ou, carrément, du rejet.

Dans l'Europe obéissante des années soixante, où la dissidence française ne faisait qu'ajouter une note d'impuissance, la Grande-Bretagne s'est montrée la plus intransigeante en ce qui concerne le distinguo à faire entre une politique d'alliance et une politique d'alignement. Ses rapports avec la Chine de Mao démontrèrent que Kissinger n'avait rien à apprendre aux dirigeants de Whitehall. Et aujourd'hui, le silence du gouvernement anglais devant les bombardements de Hanoi a seulement montré qu'elle était consciente de l'inutilité de ce type de geste. Et, pour la Grande-Bretagne, qui n'a pas encore rompu avec son passé, un geste politique inutile reste quelque chose de dégradant: fidèle à son pragmatisme traditionnel, elle préfère se taire plutôt que ne pas être entendue.

En ce sens, l'Europe est son espoir de revanche, et les événements mondiaux du moment, dominés par le massacre dans le Nord-Vietnam, donnent raison à la vision européenne de Macmillan, de Wilson et de Heath. Aujourd'hui, oubliée la polémique au sujet du vague engagement des travaillistes de revoir les termes de l'accord une fois que la gauche sera à nouveau au pouvoir, ceux qui regrettent le dernier Noël d'une nation indépendante sont aussi ceux qui condamnent le silence du gouvernement face aux bombardements de Hanoi. Mais les deux critiques sont inconciliables. Comme l'a écrit Enzo Bettiza dans ces colonnes, au conflit entre la Chine et la Russie, et à la connivence entre la Russie et les États-Unis illustrée en 1968 à Prague et en 1972 à Hanoi, ne peut correspondre une éternelle idylle entre les États-Unis et l'Europe. Et la seule alternative, c'est l'Europe. Ce n'est pas seulement que Kissinger n'ait rien à enseigner à l'Angleterre: mais c'est à lui – qui avant d'assumer la charge de conseiller du Président était un admirateur de la politique gaulliste et qui fait aujourd'hui montre d'un scepticisme calculé devant le futur de l'Europe – que l'Angleterre espère encore avoir le temps d'enseigner quelque chose.

Edouardo Bartoli